

Lorsqu'il est mécontent, il fait connaître son mécontentement à travers un éditorial de son organe offici- eux dont il assure la rédaction direc- tement ou la confie aux bons soins des rédacteurs de cet organe.

Cette catégorie d'éditoriaux est une catégorie poids lourds ; et c'est à tra- vers elle qu'il exprime ses véritables sentiments sur tous les sujets d'import- ance pour lui.

C'est ce qu'il a fait au sujet de notre parti. Nous avons eu droit dernière- ment, coup sur coup, à trois éditoriaux de cette catégorie qui nous ont ciblés directement.

Nos propos sur l'impasse politique tout comme notre décision de non-par- ticipation aux élections l'ont affecté et il n'a pas résisté à l'envie de le dire. Le contenu de ces éditoriaux dit tout de sa grande irritation quant à notre atti- tude. Il ne s'est pas résigné à la faire passer, silencieusement, par pertes et profits.

Nous avons estimé en notre âme et conscience que l'échéance électorale à venir était secondaire et dérisoire et qu'elle ne méritait ni l'attention ni la perte d'énergie de notre part. Cette attention et cette énergie nous allons continuer à les porter sur les pro- blèmes essentiels pour le pays et ces problèmes sont l'impasse politique, la crise économique et les tensions sociales.

Nous n'avons pas de temps à perdre dans des élections qui n'ont pas de sens dans la grave conjoncture actuelle. Notre temps est précieux et il ne servira que ce qu'il y a d'aussi pré- cieux que lui, c'est-à-dire la moderni- sation politique, la rénovation écono- mique et la réforme sociale. Et sur ce chemin-là, rien ne nous arrêtera. Pas même des éditoriaux d'un autre âge.

N'y aurait-il pas, dans votre déci- sion de bouter le prochain scrutin législatif, un pari inavoué, celui d'un effondrement du système qui ne saurait tarder à intervenir ?

Ce n'est pas mon genre ni mon éthique. Je n'ai pas une conception cynique de la politique. Je ne cache aucun jeu et j'avance toujours à visage découvert.

Un pari de ma part sur l'effondre- ment du système serait un pari insen- sé. Pourquoi ? Tout simplement parce que dans la situation de fragilité et de vulnérabilité extrêmes dans laquelle se trouvent l'Etat et ses institutions, un tel effondrement entraînerait avec lui le pays tout entier. L'Etat national est la prune de nos yeux et il serait irresponsable pour qui ce soit d'entre- voir pour lui, même en pensée, un pareil sort.

Nous voulons le changement, oui, et nous le voulons de toutes nos forces. Nous voulons le renouveau, oui, et nous continuerons à le revendi- quer avec la dernière énergie.

Mais ce changement et ce renou- veau nous les voulons dans l'ordre, dans l'apaisement, dans l'entente et de manière graduelle.

Je fais personnellement un rejet intellectuel - et j'allais dire même phy- sique - aux théories de la régression régénératrice ou du chaos créateur.

Je ne pourrai jamais croire que de la régression puisse sortir quoi que ce soit de régénérateur ; et je ne pourrai jamais croire que le chaos puisse pro- duire quoi que ce soit de créateur.

Pour moi, la régression tue même l'idée de progrès et le chaos est syno- nyme de destruction et non de créa- tion. La préservation d'un Etat est une affaire trop sérieuse pour être un jeu de dés.

Vous avez cessé d'évoquer la vacance du pouvoir et vous insistez maintenant sur une impasse poli- tique. Pourquoi ce changement dans votre discours politique ?

J'ai cessé de parler de la vacance du pouvoir tout simplement parce qu'elle a dégénéré en plus grave qu'el- le. Et ce qui est plus grave qu'elle, c'est cette impasse politique qui met désormais en danger la pérennité de l'Etat national. Notre pays n'est plus géré comme il se doit. L'Etat et ses institutions n'assument plus leurs mis- sions constitutionnelles qu'a minima. Lorsqu'il arrive que de rares décisions ou initiatives soient prises, elles amènent tout le monde à vouloir savoir d'où elles émanent et qui en est le véritable auteur. Et ces rares décisions ou initiatives, même celles annoncées dans des communiqués officiels du Conseil des ministres, finissent sou- vent par être gelées ou annulées.

N'avons-nous pas été témoins, durant cet automne, d'au moins une dizaine de situations de ce genre ?

Ce sont là les manifestations les plus visibles de l'impasse politique : l'Etat et ses institutions ne projettent plus d'eux l'image du sérieux, de la rigueur, de la crédibilité et de l'autori- té. Au cœur de tout cela, il y a bien sûr une crise de régime qui n'est elle- même au fond que l'un des révélateurs d'un système politique à bout de souffle et à court d'idées et qui n'est même plus capable d'évoluer ou de s'adapter.

Vous expliquez toutes les diffi- cultés politiques, économiques et sociales par cette impasse. Est-ce vraiment le cas ?

Je le fais parce que c'est une

impasse systémique. Je veux dire par là que c'est l'impasse d'un système et que cette impasse affecte tous les domaines de la vie nationale.

Toutes les critiques passent sur notre régime politique comme une goutte d'eau sur un nénuphar ; sauf les critiques liées à l'impasse politique car c'est là où le bât blesse. L'impasse politique signifie que le pouvoir poli- tique en place ne remplit pas ses tâches et que les affaires de la Nation sont en jachère. Il peine à convaincre qu'il maîtrise la gestion de ces affaires et qu'il règle les problèmes. Il ne peut plus cacher la réalité qui se dévoile à nos yeux jour après jour.

Lorsque le régime politique en place parle d'un programme présiden- tiel, d'un plan quinquennal 2015-2019 et d'un nouveau modèle de croissan- ce, tout le monde réalise que ce pro- gramme, ce plan ou ce modèle n'exis- tent tout simplement pas.

Lorsqu'il parle d'une crise écono- mique bien prise en main et qu'elle ne doit pas inquiéter outre mesure, tout le monde sait que, de tous les pays de l'Opep, l'Algérie est le seul à être encore dépourvu de toute stratégie de riposte au renversement de la conjoncture mondiale intervenue depuis près de trois années mainte- nant. Lorsqu'il attribue chaque difficul- té politique, économique ou sociale à un complot extérieur, il fait parfois sou- rire et parfois pleurer, mais tout le monde sait que c'est là le signe le plus explicite de son impuissance et de son désarroi face à ces difficultés.

C'est là l'intime conviction qui m'amène à insister sur les effets rava- geurs de cette impasse politique et sur les dangers réels qu'elle fait peser sur la pérennité de l'Etat national.

M. K.

TAMAZIGHT, LANGUE NATIONALE ET OFFICIELLE

De l'ostracisme à la dédramatisation

Eh bien voilà, cela fait déjà un an que tamazight, comme langue, est pas- sée d'une situation d'orphelinat voire de déni d'existence à une reconnaissance/réhabilitation avec tous les arguments qui plai- dent en sa faveur. C'était il y a à peine quelques décennies où ceux pour qui c'est la langue maternelle, la pratiquaient, hon- teux et dans le secret, voire la chuchotaient entre eux afin de ne pas être tournés en ridicule – et c'est déjà arrivé au quartier ou dans la cour de récréation de l'école. Long très long, fut donc le chemin pour réparer cette injustice. Pour les pionniers et les jeunes militants de tamazight, l'histoire témoigne de ce que cer- tains appellent la « crise berbéri- ste », appelée aujourd'hui encore à livrer ses secrets. Si le conflit autour de cette question – qui remonte à 70 ans – se dissout progressivement grâce à une large prise de conscience des populations dans toutes les régions du pays c'est dans le sillage d'une volonté de réapprop- riation et de promotion d'une part sensible de cette identité. Au niveau de l'Etat (au-delà des risques de récupérations poli- tiques), l'on joue le jeu en action- nant tous les leviers publicitaires. Le lancement officiel mercredi dernier, la veille du Jour de l'An

amazigh, au siège de la direction générale de la Protection civile – une institution – en présence de personnalités officielles anciennes et actuelles dont le représentant de la présidence de la République souligne, s'il en est, tout l'intérêt à hisser les festi- vités à un plus haut niveau que par le passé. Cette fièvre festive insufflée dans toutes les wilayas vue sous cet angle est signifi- cative d'une volonté de hisser à un niveau plus élevé l'héritage ama- zigh. On peut aussi considérer parmi les résultats évidents de la constitutionnalisation de tama- zight, langue nationale et officiel- le, sa sortie du ghetto kabyle longtemps son point faible et point d'achoppement entre les tenants et les opposants. Les partis à l'image du FFS et du RCD ont donc tout à gagner de cette évolution à laquelle ils ont contribué et sont susceptibles de ratisser large à la faveur des pro- chaines échéances électorales, les électeurs ne voyant plus en eux des partis d'une seule région accusée de toutes les vilénies. Il y a du travail, car désormais ils ont du pain sur la planche pour offrir une image plus en adéquation avec les réalités sociolo- giques et corriger les préjugés induits par une propagande meurtrière mais vaine. Le temps aura fait son œuvre quand on se

rappelle que lors d'une émission télé, l'actuel chef de cabinet du président de la République et secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia, déclarait sans ambages qu'il n'était absolument pas question de tamazight langue officielle mais qu'il lui serait concédé juste le statut de langue nationale (sans que l'on sache vraiment ce que cela signifie !). Il est loin le temps où l'ancien secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighi- té (HCA) déclarait à Boumerdès, à un public acquis à la cause amazighe, que tamazight ne sera jamais langue officielle... Il est vrai qu'après le décès de Mohand Iddir Aït Amrane, son président, le HCA était englué dans un dangereux immobilisme. L'ex-RCD, Nordine Aït Hamouda, exprime très bien cette nouvelle donne en écrivant dans une « Lettre à ceux qui nous gouver- nent » notamment : ... « la langue amazighe est finalement recon- nue sur sa terre natale, sa terre de toujours. Elle est désormais officielle. Ce n'est pas rien ! Et il faut prendre cette avancée à sa juste mesure symbolique et poli- tique ». Même si les constitution- nalistes avancent une certaine limite au statut de « tamazight langue officielle aux côtés de la langue arabe, langue nationale ». Pour le reste, le citoyen lambda

exprime enjoué son opinion sur cette question, cela prouve que les résistances réelles ou suppo- sées en tant que telles commen- cent à tomber laissant la place à d'autres chantiers pour la mise en œuvre de ce patrimoine com- mun... dans la vie de tous les jours, autrement dit dans nos us et coutumes naturellement. L'action des pouvoirs publics, à travers le HCA, si elle a le mérite de sensibiliser l'opinion sur la volonté de l'Etat d'encourager une politique de mise en place et de promotion des struc- tures à l'échelle nationale et locale – mise en place ce ven- dredi de l'Association « Numidia » à Oran – elle tend à faire oublier l'inertie qui a pendant longtemps prévalu. A vouloir trop bien faire toutefois, cet activisme peut avoir des effets inattendus dans une sorte de retour de boomerang dans un effet de rejet. Il est tout à fait normal que de par la mission qui lui est dévolue, le HCA se place en première ligne et crée un effet d'entraînement mais il doit aussi intégrer la dimension temps afin d'être en phase avec la société et éviter ainsi le risque de se couper de larges pans de la population algérienne séduite mais quelque part aussi scep- tique. Les raisons sont dans leur trop grande sollicitation et les efforts demandés pour qu'enfin

tamazight soit une pratique quo- tidienne courante dans n'importe quelle latitude du pays. Le sub- strat historique diversement perçu est en lui-même un atout qui rend l'approche par les uns et les autres plus aisée. La structu- re créée au HCA pour répondre à la forte demande d'amazighisa- tion de l'environnement : pan- neaux routiers, enseignes d'éta- blissements publics et privés rompt avec les risques de folklori- sation de toute culture et a fortiori celle acquise de haute lutte. Oui, il y a un gros effort éditorial notamment pour ce qui est de la traduction vers tamazight, la for- mation du personnel enseignant, le développement de l'outil péda- gogique, les structures d'accueil, la communication, etc. Sur ce dernier point, le ministère de la Poste et des Technologies de l'in- formation et de la communication (MPTIC) nous a gratifiés d'un sympathique SMS de félicitations pour le Nouvel An amazigh qui dit, en caractères latins notam- ment : « Ilmend n Yennayer 2967, yessaramawen Usqamu Unnigh n Timmuzgha Aseggaz ara awen- d-yawin talwit, tasmerr d teghzi n leamer » ! Ouf ! C'est dit, mais allez-y vous retrouver dans sa lecture. Un simple « Aseggaz Amegaz » n'aurait-il pas été plus indiqué à l'occasion ?

Brahim Taouchichet